

## Burundi : La commission de l'ONU face à l'arrivée au pouvoir de Ndayishimiye

Jeune Afrique, 28 juillet 2020 Doudou DiÃne (ONU) : « Les autoritÃs du Burundi ont rÃussi Ã Ãpuiser les observateurs internationaux » PrÃsident de la commission d'enquÃte de l'ONU sur le Burundi, le SÃnÃgalais DiÃne se confie sur les attentes et les craintes qui entourent l'arrivÃe au pouvoir d'Ãvariste Ndayishimiye.

Doudou DiÃne ne dÃsarme pas. VoilÃ plus de deux ans et demi que ce juriste sÃnÃgalais, diplomate chevronnÃ, a pris la tÃte de la commission d'enquÃte de l'ONU sur le Burundi. LancÃe en 2016 dans le tumulte de la crise post-Ãlectorale de 2015, cette mission s'est systÃmatiquement heurtÃe Ã l'opposition du rÃgime burundais qui n'a jamais suivi ses experts. Pourtant, Doudou DiÃne, qui est dÃjÃ intervenu au Togo, Ã Gaza et en CÃte d'Ivoire, continue de croire que le changement d'attitude est possible avec l'arrivÃe au pouvoir d'Ãvariste Ndayishimiye. L'Ãditorial de Pierre d'ÃrÃchÃ le 8 juin, a beau multiplier les signaux inquiÃtants tendant Ã conforter la communautÃ internationale dans l'idÃe que l'heure n'est pas au changement au Burundi, le juriste sÃnÃgalais assure que le pays se trouve Ã la croisiÃe des chemins. En pleine finalisation du rapport annuel de sa mission, et Ã quelques semaines d'une nÃgociation cruciale sur la prolongation du mandat de la commission, Doudou DiÃne a acceptÃ de rÃpondre aux questions de Jeune Afrique.

Jeune Afrique : Le changement d'homme Ã la tÃte du Burundi garantit-il un changement de politique ? Doudou DiÃne : La crise burundaise a une trÃs grande profondeur historique et les violations des droits humains y sont institutionnelles et structurelles. Le changement d'homme ne peut donc pas signifier de changement de politique. Mais c'est une opportunitÃ d'avancer dans la bonne direction. Il faut seulement que les autoritÃs comprennent qu'elles doivent saisir la chance. Nous, nous allons observer la situation de prÃs. Quelles seraient les mesures encourageantes en faveur d'une ouverture ? Avant le scrutin du 20 mai, nous avions dit que les conditions n'Ãtaient pas rÃunies pour des Ãlections objectives. Elles ont eu lieu, avec les rÃsultats que l'on connÃt. Nous attendons plusieurs choses d'Ãnormales. Il y a notamment la fin de l'impunitÃ. Il faut voir si les autoritÃs burundaises vont finir par punir, par une justice indÃpendante ceux qui se rendent coupables de violations des droits de l'homme, notamment les Imbonerakure. Un autre signe d'ouverture serait de libÃrer les dÃtenus politiques. On pense aux journalistes Iwacu, mais aussi aux opposants. Nous attendons enfin des gages d'ouverture envers la communautÃ internationale car, ces derniÃres annÃes, les autoritÃs rÃussi se dÃbarrasser de maniÃre efficace de l'Union africaine [UA], de la CommunautÃ de l'Afrique de l'Est, du bureau des droits de l'homme de l'ONU et, derniÃrement, de l'OMS, en plein milieu d'une ÃpidÃmie de coronavirus. Nkurunziza avait niÃe. Le Burundi semble avoir enfin pris la mesure du coronavirus. Mieux vaut tard que jamais ? Il y a eu un changement. Mais les autoritÃs savaient que cette pandÃmie mondiale, qui touchait tous les pays de la rÃgion, ne pouvait pas Ãpargner le Burundi. L'idÃologie du prÃsident Nkurunziza Ãtait de nier cette rÃalitÃ et d'utiliser la religion pour prÃtendre que le Burundi Ãtait protÃgÃ. L'OMS a ÃtÃ expulsÃe parce qu'elle Ãtait en mesure de fournir des preuves du contraire. Le fait que Denise Nkurunziza, la premiÃre dame, ait ÃtÃ ÃvacuÃe au Kenya Ã cause du virus, a forcÃ le pouvoir Ã admettre la rÃalitÃ. Reste maintenant Ã voir si cela va se traduire par une rÃelle politique sanitaire pour lutter contre la pandÃmie. Plusieurs observateurs ont soulignÃ qu'Ãvariste Ndayishimiye n'Ãtait impliquÃ dans le dossier de rÃpression et prÃsentait de fait un profil moins Ã problÃmatique Ã que d'autres membres du CNDD-FDD [parti au pouvoir]. Partagez-vous cette analyse ? Nous ne sommes pas lÃ pour porter des jugements en matiÃre de politique mais pour mener des enquÃtes. Cette commission existe depuis quatre ans, c'est la plus longue avec celle qui porte sur la Syrie. Sur la base de ce que nous avons collectÃ depuis 2016, nous pouvons simplement constater que malgrÃ la persistance des violations des droits de l'homme au Burundi, Ndayishimiye, qui est dans le systÃme depuis le dÃbut, n'en est pas sorti. Il n'a pas ÃtÃ victime des purges en interne et ne s'est pas opposÃ Ã ces abus. Personne ne sait que les rÃgimes Ã sont commises de telles atrocitÃs ne sont jamais monolithiques. Il y a toujours des dÃbats internes et ÃsÃtÃ le cas au sein du pouvoir burundais. Le fait que Nkurunziza se soit vu imposer Ndayishimiye par les gÃnÃralistes alors que Pascal Nyabenda Ãtait son premier choix le dÃmontre. Maintenant si, comme certains le disent, il existe des nuances entre les positions de Ndayishimiye et de Nkurunziza, nous attendons d'en voir la preuve par les actes. En tant que secrÃtaire gÃnÃral du CNDD-FDD, il a eu Ã gÃrer les Imbonerakure, la ligue des jeunes du parti. Elle a-t-elle aujourd'hui un contrÃle strict de celui-ci ? Tous nos rapports depuis trois ans documentent l'implication des Imbonerakure, en tant que structure informelle, dans l'appareil d'Ãtat et les opÃrations de torture. La preuve en est leur ancien chef, Ãzochiel Nibigira, avait ÃtÃ nommÃ ministre des Affaires ÃtrangÃres en 2018 (il est aujourd'hui ministre chargÃ de l'EAC). Les Imbonerakure sont l'arme rÃpressive majeure utilisÃe par l'Ãtat burundais. C'est le problÃme le plus important quand nous parlons de lutte contre l'impunitÃ. On sent un frÃcisement depuis quelques jours : des informations qui nous parviennent font Ãtat d'arrestations de certains Imbonerakure. Les autoritÃs ont les moyens d'y mettre fin. Les nominations d'Alain Guillaume Bunyoni comme Premier ministre ou de Gervais Ndirakobu comme ministre de l'IntÃrieur, deux personnalitÃs sous sanctions internationales, n'enterrent-elles pas les espoirs d'ouverture ? Parmi les signes dont nous disposons jusqu'Ã prÃsent pour Ãvaluer l'attitude du nouveau gouvernement, il y a seulement le discours ambigu du nouveau prÃsident lors de son investiture et la composition dudit gouvernement. La nomination au plus haut niveau de personnalitÃs sous sanctions, dont l'implication dans des crimes de rÃpression est documentÃe, est en effet un signe inquiÃtant. La mÃdiation rÃgionale entamÃe aprÃs la crise post-Ãlectorale a-t-elle ÃchouÃ ? Le dialogue peut-il Ãtre relancÃ ? Nous avons toujours estimÃ que le rÃle des voisins Ãtait prÃpondÃrant pour trouver une sortie de crise. Mais les autoritÃs burundaises ont rÃussi Ã Ãpuiser l'UA et l'EAC. En n'autorisant aucun dialogue sur le terrain pour faire leur travail, en neutralisant toutes les initiatives de mÃdiation, dont celle de Benjamin Mkapa, qui a fini par jeter l'Ãponge, elles ont fini par dÃcourager les observateurs rÃgionaux. SmaÃl Chergui, le prÃsident de la Commission paix et sÃcuritÃ de l'UA, a longuement attendu Ã Bujumbura l'annÃe derniÃre pour Ãtre reÃÃsuccÃs. Cela illustre la stratÃgie du pouvoir. Mais nous savons que les Ãtats proches du Burundi, l'Ouganda et la Tanzanie notamment, essayent de relancer un dialogue. Les autoritÃs appellent les rÃfugiÃs burundais Ã rentrer au pays. Les conditions sont-elles rÃunies ? L'afflux de rÃfugiÃs burundais est un facteur rÃvÃlateur de la situation des droits

l'homme d'un pays. Ce sont des victimes et tous les pays qui les accueillent ne les traitent pas de la même manière. Certains les intègrent, leur permettent de travailler. D'autres ont commencé l'année dernière à les forcer à rentrer en Burundi. Il y a aussi eu des violences dans certains camps ainsi que des infiltrations avérées du pouvoir burundais. Certains sont rentrés mais ont voulu repartir, ce qui montre que les conditions ne sont pas réunies. Sur la base des travaux de votre commission, quel rôle a joué Pierre Nkurunziza dans la répression ? Notre prochain rapport, qui sera publié en septembre, aborde ce rôle sous deux aspects. Il y a d'une part le rôle des institutions étatiques dans la répression et d'autre part celui des Imbonerakure, imbriqués dans cet appareil étatique et qui travaillent avec le Service national de renseignement. Le président lui-même a donc une responsabilité en tant que chef de l'état. Rien que de le citer nommément nous a d'ailleurs valu d'être invectivé par la représentation burundaise à l'ONU. Nous ne sommes seuls à le désigner personnellement, car, objectivement, la documentation nécessaire est là. Avez-vous été en contact avec les nouvelles autorités ? Les pays qui font l'objet de nos enquêtes n'acceptent presque jamais de nous approcher est toujours la même. Chaque année nous envoyons des lettres aux autorités pour leur dire que nous souhaitons venir les écouter. Nous avons renouvelé cette demande mais les réponses sont toujours les mêmes : ils n'accepteront jamais de nous recevoir parce que nous sommes, à la solde de certaines puissances. La violence des attaques qui nous visent montre pourtant qu'ils prennent nos rapports au sérieux. Le mandat va-t-il être renouvelé ? Les débats sont en cours et se poursuivront après la présentation de notre rapport devant le conseil de sécurité de l'ONU en septembre. Nous avons dit l'année dernière qu'il y avait une persistance des violations de l'homme. Là, nous expliquons que le nouveau pouvoir offre une opportunité de changer les choses mais que poursuivre l'observation de la situation est nécessaire. Comme chaque année depuis le lancement de la commission, le Burundi va s'y opposer, avec un argument de plus cette fois, celui de la transition au pouvoir. Il semble qu'il y ait plus de pays que d'habitude qui soutiennent ce discours. Nous sommes à la croisée des chemins. Par Romain Gras

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});